

L'« effet janvier » donne le coup d'envoi à la nouvelle année

- La plupart des marchés boursiers se sont redressés au début de l'année, car les données économiques généralement positives au niveau mondial ont renforcé l'optimisme des investisseurs, les marchés émergents ayant surpassé les marchés développés pour le mois.
- Les catégories d'actifs à revenu fixe ont terminé janvier en territoire positif dans un contexte de baisse des rendements obligataires (les rendements et les prix évoluent de façon inverse).
- « Stagnation » est la meilleure façon de décrire l'état de l'économie mondiale, mais plusieurs régions entreront probablement en récession au cours des prochains mois.

Contexte économique

La plupart des marchés boursiers mondiaux ont entamé l'année 2023 avec une forte hausse, soutenue principalement par l'optimisme des investisseurs dans un contexte de données économiques généralement positives et de signes que la Réserve fédérale américaine (Fed) continuera de ralentir le rythme de ses hausses de taux d'intérêt. Il semble que l'« effet janvier », selon lequel les marchés financiers (en particulier les petites capitalisations) ont tendance à gagner plus en janvier qu'au cours des autres mois, ait une fois de plus prévalu. Les actions des marchés émergents ont enregistré des résultats particulièrement solides, avec l'Amérique latine et l'Asie émergente générant les rendements les plus élevés. Pour ce qui est des actions des marchés développés, les gains aux États-Unis ont continué à tirer de l'arrière en raison de la faiblesse continue du dollar américain, qui a stimulé la performance des actions non libellées en dollars sur les marchés internationaux.

Les actifs américains à revenu fixe ont généralement obtenu de bons rendements en janvier, grâce à la baisse des rendements obligataires (les rendements et les prix évoluent de façon inverse). Les obligations d'entreprises à rendement élevé et de première qualité ont enregistré des performances comparables, supérieures à celles des titres adossés à des créances hypothécaires et des bons du Trésor américain. Tous les rendements des titres du Trésor américain d'une durée égale ou supérieure à un an ont diminué au cours du mois, les segments à moyen et à long terme de la courbe des rendements ayant baissé davantage que les rendements à court terme. Ainsi, la courbe de rendements est restée inversée (les rendements à court terme dépassent les rendements à long terme).

Pour ce qui est des marchés mondiaux de matières premières, les prix ont généralement baissé en janvier. Le prix au comptant du pétrole brut West Texas Intermediate a baissé de 1,4 %, tandis que le pétrole brut Brent a chuté de 0,4 % en raison des inquiétudes liées à de nouvelles hausses de taux d'intérêt par les banques centrales et à une offre croissante de pétrole brut russe. Le prix du gaz naturel NYMEX a baissé de 34 %, en raison de l'hiver exceptionnellement doux aux États-Unis qui a entraîné une baisse de la demande et une augmentation des stocks. Le prix du blé a baissé de 3,8 % après que la Russie a renouvelé un accord avec l'ONU, l'Ukraine et la Turquie pour permettre l'expédition de céréales ukrainiennes par la mer Noire.

Janet Yellen, la secrétaire du Trésor des États-Unis, a annoncé que le département du Trésor a commencé à prendre des « mesures extraordinaires » après que le gouvernement a atteint sa limite d'emprunt de 31,4 billions de dollars le 19 janvier. À la Chambre des représentants des États-Unis, les dirigeants de la majorité républicaine nouvellement élue ont indiqué qu'ils n'approuveraient pas une augmentation de la limite d'endettement (communément appelée plafond de la dette) à moins que l'administration du président Joe Biden, un démocrate, n'accepte certaines réductions de dépenses. Mme Yellen a estimé que le gouvernement américain pourrait se retrouver à court d'argent et être incapable de faire face à ses obligations financières au début du mois de juin si la Chambre des représentants ne vote pas pour relever le plafond de la dette. Elle a exhorté le Congrès à « agir rapidement pour protéger la pleine foi et le crédit des États-Unis ».

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le Royaume-Uni sera le seul membre du G7 (un forum politique intergouvernemental représentant les économies les plus avancées au monde) à être confronté à une récession en 2023. Selon le FMI, le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni diminuera probablement de 0,6 % cette année - une prévision nettement inférieure à son estimation initiale de 0,3 % de croissance économique publiée en octobre 2022, en raison du resserrement des politiques budgétaires et monétaires du gouvernement. À la suite de la publication du rapport du FMI, le chancelier britannique Jeremy Hunt a publié la déclaration suivante : « Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a récemment déclaré que toute récession au Royaume-Uni cette année sera probablement moins profonde que prévu. Nous ne sommes pas à l'abri des pressions qui frappent presque toutes les économies avancées. Les défis à court terme ne doivent pas assombrir nos perspectives à long terme. » Par ailleurs, dans un discours prononcé fin janvier devant des lobbyistes du monde des affaires, M. Hunt a exposé son plan pour stimuler la croissance économique ; le projet de budget du gouvernement britannique, qui doit être présenté à la mi-mars, ne comprendra pas de réductions d'impôts importantes, le gouvernement s'attachant à maîtriser l'inflation. Plusieurs membres du groupe de lobbyistes ont exprimé des inquiétudes quant au manque de nouvelles politiques dans le plan et à l'absence d'aide promise aux petites entreprises.

Les États-Unis, l'Allemagne et plusieurs autres alliés européens ont accepté d'envoyer des chars d'assaut en Ukraine pour soutenir sa défense contre la brutalité continue de la Russie. Les États-Unis comptent fournir 31 chars M1 Abrams. L'Allemagne a accepté d'envoyer 14 chars Leopard2 et prévoit de travailler avec d'autres pays européens pour créer deux bataillons de chars Leopard2, ce qui équivaut à environ 90 chars.

Banques centrales

- Le 25 janvier, la Banque du Canada a augmenté son taux d'intérêt directeur de 0,25 %, pour le porter à 4,50 %, et a continué à réduire le montant des obligations qu'elle détient à son bilan - une politique appelée resserrement quantitatif. Il s'agit de la huitième hausse consécutive de taux, quoique plus faible que les hausses précédentes, ce qui porte la hausse cumulée pour 2022 et 2023 à 4,25 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque du Canada a continué de noter que les niveaux d'inflation de base ralentissaient, mais restaient trop élevés. La Banque du Canada a tout de même souligné qu'elle pourrait interrompre son cycle de hausse si les développements économiques évoluent conformément à ses attentes. La prochaine réunion est prévue le 8 mars.
- Comme prévu, la Réserve fédérale américaine a relevé le taux des fonds fédéraux de 0,25 % pour le porter dans une fourchette de 4,50 % à 4,75 %, soit la plus faible augmentation depuis le début de sa politique de hausse des taux en mars 2022. Les décideurs de la banque centrale ont réitéré leur engagement à ramener l'inflation au taux cible de 2 %, et ont déclaré qu'ils continueraient à surveiller le marché du travail, les pressions et les attentes en matière d'inflation, ainsi que les développements financiers et internationaux pour éclairer ses perspectives économiques.
- La Banque d'Angleterre a relevé son taux d'intérêt de référence de 0,5 % pour le porter à 4,0 % début février, car l'inflation est restée élevée. Toutefois, la banque centrale a noté que l'inflation globale a ralenti et qu'elle diminuera probablement de manière significative au cours de l'année à venir. La Banque d'Angleterre a également déclaré que, même si le marché du travail reste tendu, il y a eu des signes de ralentissement de la croissance des salaires.
- La Banque centrale européenne (BCE) a augmenté son taux d'intérêt de référence de 0,5 % pour le porter à 2,5 % début février, dans le cadre de ses efforts pour combattre l'inflation. La BCE a indiqué qu'elle prévoyait de procéder à une autre augmentation de 0,5 % lors de sa prochaine réunion en mars, puis allait évaluer la direction de sa politique monétaire.
- La Banque du Japon a laissé son taux d'intérêt de référence inchangé à -0,1 % après sa réunion de janvier. La banque centrale a également déclaré qu'elle continuerait de permettre au rendement des obligations d'État japonaises de fluctuer de 0,5 % au-dessus ou en dessous de l'objectif de 0 % de la banque centrale.

Données économiques (sauf indication contraire, données provenant de Bloomberg)

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation a reculé (mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation [IPCP]) à 0,6 % pour le mois de décembre, et s'est modéré à une augmentation de 6,3 % pour la période d'un an. Le recul des prix de l'essence a entraîné la plus forte baisse mensuelle des prix depuis avril 2020. Même si la hausse des prix sur un an a ralenti, le rythme de l'inflation reste bien supérieur aux niveaux cibles de la Banque du Canada. Les prix à la production ont diminué en décembre et les mesures en glissement annuel ont continué de s'atténuer. L'indice des prix des produits industriels (IPPI) a reculé de 1,1 % en décembre, tandis que l'indice des prix des matières brutes (IPMB) a baissé de 3,1 %. D'une année à l'autre, l'IPPI a augmenté de 7,6 % et l'IPMB de 7,5 %. Comme pour les prix à la consommation, les baisses et la modération des intrants peuvent être liées en grande partie à la faiblesse des prix du pétrole et des produits énergétiques bruts.
- L'inflation de base, mesurée par l'indice des prix à la consommation pour toutes les composantes, à l'exception des aliments et de l'énergie, a augmenté de 0,3 % en décembre et de 5,7 % sur un an, comparativement à des augmentations mensuelles et annuelles respectives de 0,2 % et de 6,0 % en novembre. Le ralentissement de l'inflation a suscité l'optimisme des investisseurs, qui pensent que la banque centrale pourrait ne pas avoir à relever les taux des fonds fédéraux autant que prévu. L'inflation globale (y compris les coûts des aliments et de l'énergie) a reculé de 0,1 % en décembre après avoir augmenté de 0,1 % en novembre, et a enregistré une hausse de 6,5 % en glissement annuel. Le département du Travail a indiqué que les effectifs salariés américains ont augmenté de 517 000 personnes en janvier, ce qui est supérieur aux prévisions, alors que 260 000 emplois ont été créés en décembre. Le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 3,4 %, les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie ainsi que les services professionnels et les services aux entreprises ayant connu la plus forte amélioration. Le salaire horaire moyen a augmenté de 0,3 % en janvier et de 4,4 % sur un an, par rapport aux augmentations mensuelles et annuelles respectives de 0,3 % et de 4,6 % en décembre. Selon le département du Commerce, la croissance du PIB américain a ralenti au quatrième trimestre de 2022 à un taux annualisé de 2,9 % par rapport à 3,2 % au trimestre précédent. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées dans les investissements en stocks privés (qui mesurent les variations de la valeur des stocks), les dépenses de consommation et les dépenses du gouvernement fédéral. Ces gains ont compensé les réductions des exportations et de l'investissement fixe résidentiel (les achats de structures résidentielles privées et d'équipements résidentiels que les propriétaires utilisent pour la location). Le Bureau of Economic Analysis a indiqué que les dépenses de consommation ont diminué de 0,2 % d'un mois à l'autre en décembre, malgré la saison des achats des Fêtes. Un recul de 1,6 % dans les achats de biens durables et non durables a plus que compensé une hausse de 0,5 % des dépenses en services.
- Le rythme de la hausse des prix à la consommation au Royaume-Uni a ralenti en décembre, passant de 0,5 % à 0,4 % d'un mois à l'autre et de 10,7 % à 10,5 % sur 12 mois. Les restaurants et les hôtels ainsi que les aliments et les boissons non alcoolisées ont enregistré les plus fortes hausses de prix au cours de l'année civile. Selon l'Office for National Statistics, le PIB du Royaume-Uni s'est accru de 0,1 % en novembre 2022, mais a reculé de 0,3 % pour la période de trois mois terminée en novembre. Les baisses de la production et des services ont plus que compensé un gain de 0,3 % dans la construction. L'activité manufacturière au Royaume-Uni est restée en territoire de contraction pour le sixième mois consécutif en janvier, mais s'est plus rapprochée de l'expansion qu'elle ne l'avait fait depuis quatre mois. (Une donnée inférieure à 50 indique une contraction.) En janvier, l'activité dans le secteur des services au Royaume-Uni est tombée à son plus bas niveau en deux ans, l'indice Flash UK Services PMI Business Activity ayant chuté de 1,9 pour atteindre 48,0. Toutefois, les prévisions des entreprises pour 2023 se sont nettement améliorées grâce à un plus grand optimisme concernant le contexte économique mondial et la diminution des pressions inflationnistes au cours de l'année à venir.
- L'inflation dans la zone euro a ralenti au cours la période de 12 mois terminée en décembre de 0,9 % pour atteindre 9,2 %. Les prix de l'alimentation et de l'énergie ont connu les plus fortes augmentations au cours du mois. L'activité manufacturière de la zone euro est restée en territoire de contraction en janvier, même si l'indice des directeurs des achats S&P Global Flash Eurozone a atteint un sommet des cinq derniers mois à 48,8. L'activité des services de la zone euro a progressé pour la première fois en six mois en janvier, l'indice PMI des services de la zone euro ayant augmenté de 1,6 point pour atteindre 50,7. L'économie de la zone euro a progressé de 0,1 % au quatrième trimestre 2022, en baisse par rapport au

gain de 0,3 % enregistré au trimestre précédent. Le PIB a augmenté de 1,9 % en glissement annuel et a augmenté de 3,5 % pour l'année civile 2022.

Données indicielles (janvier 2023)

- L'indice composé S&P/TSX a enregistré une hausse de 7,41 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a produit 3,09 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a gagné 4,67 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a enregistré une hausse de 5,54 %.
- L'indice ICE BofA US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 3,83 % (couvert contre le risque de change) et 2,33 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a diminué, passant de 21,67 à 19,40.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont diminué, passant de 80,26 \$ US à 78,87 \$ US le baril à la fin de janvier.
- Le dollar canadien s'est raffermi, terminant à 1,33 \$ CA par \$ US. Le dollar américain a légèrement fléchi par rapport aux principales devises mondiales. Il a terminé le mois de novembre à 1,09 \$ US contre l'euro, à 1,23 \$ US contre la livre sterling et à 130,05 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company, est le gestionnaire des fonds de placement et le gestionnaire de portefeuille des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes ou autres sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, Société de placements SEI Canada ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis. Les sources comprennent Bloomberg, FactSet, MorningStar et BlackRock.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques spécifiques. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Des commissions, frais de courtage, frais de gestion et autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs fluctuent fréquemment et leurs rendements passés pourraient ne pas se reproduire.